



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur les écoutes régionales

11 au 17 novembre 2015

FIANARANTSOA

Les échos de l'investiture du procureur de la République auprès du Tribunal de première instance, René Rakotosamimanana a marqué la journée du **11 novembre**. **Radio TSIRY** et **RTV SOAFIA** en ont informé leurs auditeurs lors de leur programme d'information. Le procureur général Edmond Randrianirina a profité de la cérémonie pour dénoncer « *un système judiciaire défectueux* ». Afin d'y remédier, il a pris l'initiative de mettre en place la Cellule de Réflexion pour l'Efficacité Judiciaire, qui regroupe en son sein le personnel judiciaire, le personnel du service pénitencier, la police, la gendarmerie et les notaires. Ainsi, le procureur général se chargera de la direction de cette cellule au niveau de la province, tandis que le procureur de la République dirigera son démembrement au niveau du Tribunal de première instance.

L'annulation des cours dans les établissements scolaires à l'occasion de chaque visite du Chef de l'Etat dans la ville de Fianarantsoa, a été au centre des polémiques. Le chef de la Circonscription scolaire de Fianarantsoa, Jean Fidel Ravoavy, a apporté des précisions par rapport à cette mobilisation des élèves pour l'accueil du Président, lors d'un entretien avec le journaliste de la **Radio TSIRY**. Comme le président de la République symbolise la souveraineté nationale, sa venue mérite le respect et la considération de tous, a-t-il expliqué. Il a également éclairé les parents d'élèves sur les frais de scolarité dans les établissements publics, à savoir que les parents ne versent pas d'écolage. Par contre, ils doivent s'acquitter des frais d'inscription payables pendant les dix mois de l'année scolaire.

L'affaire de l'exploitation minière illicite réalisée par des Chinois à Amboanjobe-Centre, dans le district d'Ikongo a fait jaser, une fois encore, sur les ondes de la **Radio TSIRY**, le **12 novembre**. Interviewé par un journaliste de la station, un représentant de la population locale a haussé le ton, en informant que les Chinois ne se limitent plus à l'exploitation dans la rivière Faraony et sur les terrains cultivables, mais projettent maintenant d'étendre leur exploitation dans les aires protégées de la région. Ces exploitants étrangers ont déjà causé beaucoup de dégâts dans cette localité, selon toujours l'interviewé. 41 Ha de terrain ont été ravagés, la rivière n'est plus dans son état naturel, et des personnes âgées ont perdu la vie suite au déversement de déchets toxiques et chimiques utilisés pour les besoins des activités d'extraction. La population locale implore, ainsi, l'intervention du gouvernement et du ministère de la Population.

Entendu sur la **Radio TSIRY** toujours, Désiré Ravoavy, chef du fokontany d'Ankaramena, dans le district d'Ambalavao, a rapporté la protestation des habitants de sa circonscription par rapport à la hausse des frais de délivrance de fiche individuelle de bovidé, qui s'élèvent actuellement à 30 000 Ariary. Le Préfet de région, Joswa Philippe Rakotonirina a précisé à ce sujet, que selon l'arrêté régional, les frais sont fixés à 10 000 Ariary pour une fiche individuelle de bovidés.

Entendu sur **RTV SOAFIA** le **13 novembre**, le directeur régional de l'Education nationale, Marcel Rakotonandrasana a apporté des explications sur le retard du paiement des indemnités des enseignants FRAM. Il a souligné que le ministère de l'Enseignement se charge du paiement des subventions des maîtres FRAM qui exercent dans les collèges publics, tandis que ceux des écoles primaires sont à la charge de la direction régionale. Il a rassuré les concernés que leurs dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Le président du Tribunal administratif, Mamy Jaona Andriamampandra a été entendu sur la même station, pour apporter des éclaircissements sur la tenue des élections communales partielles. Il a dressé un bref

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



compte-rendu du déroulement des élections à Ambonanabe et Ilakaka, en précisant que les résultats provisoires seront connus le 19 novembre prochain. En même temps, le traitement des recours en cassation se poursuit, et les candidats-maires provisoirement élus ont déjà travaillé. « *Tout cela ne devrait pas déranger le fonctionnement de la commune* », de son avis.

Toujours dans le cadre du processus électoral mais se rapportant aux sénatoriales, **RTV SOFIA** a fait remarquer que les candidats se sont présentés à la dernière minute au bureau de l'Organe de Vérification et d'Enregistrement des Candidatures ou OVEC. Ainsi, dans l'après-midi du **16 novembre**, date limite de dépôt de dossier, six entités ont présenté leur candidature. A savoir le Leader Fanilo avec Zafamily Constance en tête de liste, le TIM et le MAMPIRAY avec Rapelanoro, le HVM avec Ralaikamisy Martial, Razafinjato Aurélie pour le MAPAR ainsi que deux listes indépendantes. Par ailleurs, la passation de service entre l'équipe sortante de la commune urbaine de Fianarantsoa et les conseillers nouvellement élus a pu se tenir. Ce fut l'occasion pour l'ancien conseiller, Rakotoarizafy Bertrand, de souligner l'importance du rôle du conseil municipal, avant de signifier sa volonté ainsi que celle de son équipe de collaborer pour le développement de la ville. Pour sa part, **Radio TSIRY** informe que les enseignants FRAM de Fianarantsoa ne rejoindront pas les rangs des grévistes de la capitale. En effet, une entrevue avec le directeur régional de l'Education nationale, Rakotonandrasana Marcel, a eu lieu dans la matinée, afin de recueillir les doléances des maîtres FRAM, qui, rappelle la station, n'ont pas reçu de salaire depuis 7 mois. Il est attendu de cette rencontre que des compromis soient trouvés entre les deux parties.

L'affaire « Liste Noire » relative à l'opération « Fahalemana » a bénéficié d'une couverture ample sur les ondes de la **RFONE**. Pour rappel, cette liste recense les noms de personnes soupçonnées par la population, de faire partie des « dahalo ». Selon un auditeur intervenu dans l'**émission interactive** de ladite station, « *les forces de l'ordre procéderaient à l'exécution sommaire des personnes figurant sur la liste, sans même faire de recoupement* ». D'ailleurs, nombreux sont ceux qui ont déserté les villages, craignant pour leur vie, d'après toujours ses explications. Les avis sont mitigés face à ces rumeurs colportées par un auditeur. Tandis que quelques intervenants ont condamné l'attitude des forces de l'ordre, d'autres ont encouragé les hommes en treillis à continuer sur la même voie. L'animateur, pour sa part, a abordé l'information de manière à soutenir les propos de l'auditeur. En effet, il s'est amplifié le conflit en annonçant que l'opération « Fahalemana » apparaît comme « *un instrument destiné à semer la zizanie entre les Malgaches* ». Puis, ne tempérant pas son langage, il soupçonne les étrangers d' « *avoir donné l'ordre d'enclencher une guerre civile à Madagascar* ». Décidément complice par rapport aux rumeurs diffusées par son auditeur, le journaliste a conclu l'émission, en ordonnant aux forces de l'ordre de mettre fin aux exécutions sommaires.

Les conseillers municipaux ont entamé leur session ordinaire le **17 novembre**, à la Mairie de la commune urbaine de Fianarantsoa. **RTV SOAFIA** a fait intervenir le président du conseil pour expliquer que cette réunion, prévue durer 10 jours, traitera du règlement intérieur et des finances de la Mairie. En outre, les échos de la dernière journée de dépôt de dossiers aux sénatoriales ont accaparé plusieurs médias locaux, notamment la **RFONE**, la **RTV SOAFIA**, la **Radio TSIRY** ainsi que **TNTV**. Chaque média a avancé un chiffre différent quant au nombre de dossiers reçus par l'OVEC. Si **RTV SOAFIA** et **Radio TSIRY** ont accusé un total de 6 entités, **RFONE** affirme que 9 dossiers ont été déposés. Ce dernier média a, par ailleurs, consacré des interviews à certaines parties prenantes aux élections sénatoriales. Outre la présidente de la Commission électorale de district (CED), qui a assuré qu'une liste officielle des candidats sera disponible en fin de semaine, pour ensuite apporter des informations sur le mode de traitement des dossiers reçus par l'OVEC, sans oublier d'énumérer les différentes entités en charge de cette vérification, quelques têtes de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





liste ont également obtenu un temps de parole. Ainsi, le candidat Tata Ambroise, du parti HVM a saisi l'occasion pour témoigner de son optimisme étant donné l'étroite collaboration qu'il entretient avec le pouvoir central dans le cadre de l'accomplissement des projets présidentiels. Le même enthousiasme a été affiché par Razafinjato Aurélie, du groupement MAPAR, qui place ses espoirs dans le grand nombre de maires élus sous la bannière de cette plateforme politique qui voteront en sa faveur.

L'émission **Tafa sy Dinika** sur la **RFONE** a consacré son analyse aux événements survenus suite aux attentats en France. En effet, des dispositions ont été prises par les forces de l'ordre afin d'assurer la sécurité des ressortissants français présents sur le territoire malgache. L'animateur a vu dans cette démarche, un affront de la part des forces de l'ordre qui, selon lui, veulent à tout prix s'attirer les faveurs des étrangers, tandis qu'ils restent de marbre face aux souffrances endurées par le peuple malgache, rongé par l'insécurité. Puis, soulevant les bavures commises dans le cadre de l'opération « Fahalemana », l'animateur a suscité de vives réactions auprès de ses auditeurs. Devant ce discours du journaliste, les langages incendiaires ont fusé durant les interventions téléphoniques, qui ont mis en lumière « *un gouvernement asservi, à genou face à la France* ». En effet, beaucoup ont trouvé inacceptable que de telles mesures soient prises à Madagascar, alors que l'attentat s'est produit en France.

Le litige foncier entre le lycée Jean Ralaimongo et un particulier semble prendre de l'ampleur. Pour rappel, le 22 octobre dernier, l'épouse d'un officier de la gendarmerie se serait présentée en tant que propriétaire du domaine scolaire et a tout de suite engagé des travaux sur ledit terrain. La situation avait déjà fait l'objet de vives contestations de la part des partisans du proviseur du lycée, lequel avait tenté de raisonner la prétendue propriétaire, en vain. Suite à cette affaire, **Radio TSIRY** et **RTV SOAFIA** rapportent en toute neutralité et de manière descriptive, que le proviseur dudit établissement a été convoqué par la compagnie territoriale de la gendarmerie à Ankazondrano, pour enquête, suite aux dégâts causés par des parents d'élèves et des professeurs qui ont protesté contre l'accaparement du terrain.

TULEAR

Le nouveau maire de la commune urbaine de Toliara s'active et fait la Une des médias le **11 novembre**. Grâce à la collaboration avec la société Jirama de la ville, le système d'éclairage de l'Avenue Monja Jaona a été réactivé après des années d'obscurité, a rapporté la **Radio SITENY**. Lors de son édition du **journal de 21h30**, **TV SOATALILY** a accordé une douzaine de minutes aux travaux que Jean Rabehaja et les sapeurs-pompiers ont engagés sur cette même Avenue. Dans la même foulée, la **Radio UNIVERSITE** a fait part du lancement de l'« Opération cerf-volant », initiée par la Commune du 15 au 30 novembre, en partenariat avec le projet PASSAT de l'ONG WeltHungerHilfe. Ce projet consiste en la récupération et ramassage des sachets en plastique jetés partout dans la ville de Toliara.

Le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques a averti les entreprises exportatrices de crabe qu'elles disposent de trois mois pour aménager un bassin qui permettra de transporter leurs produits issus de la pêche. En cas de non-respect de cette disposition, a précisé la **Radio SITENY**, les licences d'exportation des entreprises concernées seront reconsidérées.

La lutte contre le paludisme se trouve au cœur de l'actualité dans la province de Toliara. Ainsi, appuyé par les « Olobe an-tanà » (les aînés du village), le ministère de la Santé a exhorté les habitants de la Commune



de Milenaky à rejoindre les sites communautaires pour recevoir des soins dès qu'ils voient les premiers signes d'un paludisme. (TV SOATALILY)

Suite aux requêtes des habitants des communes de Tongalahy et Bezaha, l'ONG « Sekolin'ny Masoandro » vient de procéder à l'inauguration d'écoles primaires, tel que rapporté par TV SOATALILY le **12 novembre** dans son **journal parlé**. L'organisation a également doté l'hôpital de Bezaha de lots de médicaments et de fauteuils roulants.

Les questions sécuritaires ont primé dans la journée du **13 novembre**. **Radio SITENY** a informé les auditeurs que l'opération « Fahalemana » prendra fin le 20 décembre prochain. Toutefois, la gendarmerie prévoit de poursuivre sa mission de lutte contre les vols de bovidé jusqu'à la mise en œuvre d'une opération baptisée « Vonjy taitra », prévue pour l'année prochaine. Sur le même thème, la police nationale s'est lancée dans le renforcement de la sécurisation de la ville de Tuléar, en mettant en œuvre un système de police de proximité. Ainsi, des patrouilles de nuit sont envisagées, et des postes de police seront implantés dans les quartiers d'Andabizy, Sanfil, Mahavatse I et Tsongobory. Selon les explications du Commissaire Roger Rafanomezantsoa sur la TV SOATALILY, un atelier portant sur la lutte anti-corruption est prévue afin de corriger le comportement de certains agents de police.

La **Radio SITENY**, dans son JP du **16 novembre**, a dressé un bref rapport des résultats provisoires des élections communales, en mettant en exergue la victoire des candidats indépendants. En effet, ces derniers ont raflé 10 communes sur 19, tandis que le groupement MAPAR n'en a remporté que 2. Par ailleurs, la station s'est intéressée aux études menées sur l'apatridie à Madagascar, réalisées par l'association Focus Développement, en collaboration avec le Haut-Commissariat des réfugiés. Ces travaux qui ont débuté en 2014 visent à trouver une solution à la situation de ces personnes qui n'ont pas de nationalité et n'ont donc pas de carte d'identité nationale. A la suite de la présentation des résultats de ces recherches, un atelier de concertation regroupant des responsables d'institutions publiques de la ville, y compris le personnel du Tribunal, a été organisé afin de recueillir des recommandations dans ce sens.

L'information relative à la clôture du dépôt de dossier de candidature aux sénatoriales a été rapportée par les médias locaux seulement le lendemain, soit le **17 novembre**. Tandis que la chaîne **SITENY** rapporte un total de deux candidatures déposées auprès de l'OVEC (celle du parti Kaleta et du HVM), la station **SOATALILY** a recensé, quant à elle, 13 postulants, sans toutefois nommer de quels partis il s'agit.

L'Agence Française de développement ou AFD a octroyé une aide budgétaire de 20 milliards d'Ariary à la Commune urbaine de Tuléar. Ces fonds, au titre de l'année 2016, sont destinés à la réhabilitation des infrastructures de la commune, selon la TV SOATALILY. Le maire de la ville a, d'ailleurs, précisé que les travaux de réhabilitation des marchés et des routes de la ville sont prioritaires. Aussi, une visite a été entreprise par la société AGETIPA et le bureau d'études nationales de l'AFD, dans une perspective de dresser un état des lieux des infrastructures existantes.

Concernant l'affaire des enseignants FRAM, la radio **SITENY** informe que ceux-ci ont enfin reçu leurs indemnités après avoir lancé un ultimatum au ministère de l'Education. Le ministère procède au paiement des arriérés revendiqués par les enseignants depuis lundi.



TAMATAVE

La ville de Toamasina vient de se doter d'un Guichet unique en charge de la filière litchi. Selon **TVMT** du **11 novembre**, le guichet a été installé dans les locaux de la Région Atsinanana. Les opérateurs de la filière n'étaient pas nombreux à venir durant le premier jour. Seuls 43 collecteurs et 7 transporteurs se sont rendus sur les lieux pour s'acquitter de leurs droits de stationnement.

Sur le même sujet, la campagne du litchi pour l'année 2015 débutera le 19 novembre à 18h, suite à la décision du Comité technique régional qui a effectué une descente sur terrain pour voir la maturation des fruits. A noter que l'exportation par transport aérien des litchis primeurs a déjà commencé le 10 novembre. Le 19 novembre sera donc l'ouverture de la campagne pour les litchis conventionnels qui seront exportés par bateau vers les pays d'Europe. Un grand parking sera aménagé par la Commune urbaine de Toamasina pour assurer la sécurité et la gestion des ordures. Toujours à ce sujet, la société HAVAMAD va se lancer dans la transformation du litchi. Une unité de transformation a été mise en place à Brickaville pour la réception et le conditionnement des fruits. En vue de l'amélioration de la qualité de la production, la société a conclu un partenariat avec FORMAPROD, qui se chargera de la formation des paysans, notamment ceux des communes rurales d'Ampasimadinika, Ambinaninony, Ranomafana et Anivorano-Est, toutes issues du district de Moramanga. (**RNA** et **TVMT** le **12 novembre**)

La ville de Toamasina a reçu la visite de la ministre de l'Eau, Ndahimananjara Johanita, couverte par les médias le **13 novembre**, dans le cadre de l'inauguration de la station de pompage d'Ambalamanasy. **RNA** et **TVMT** en ont fait un traitement descriptif. Cette visite a été réalisée grâce à un partenariat avec le secteur privé, notamment avec l'ONG Ranontsika. La ministre a profité de sa descente pour encourager la population à protéger les bassins versants et à éviter les feux de brousse. Les deux stations ont également parlé de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète consacré au 14 novembre. Ainsi, l'association malgache de lutte contre le diabète ou AMADIA prévoit une journée de sensibilisation. Une grande marche sur l'Avenue de l'indépendance, une conférence-débat portant sur le thème de « *L'alimentation équilibrée n'est pas un privilège mais un droit* », ainsi que des dépistages gratuits du diabète figurent aussi au programme.

FMA rapporte dans son **journal de 20h00**, le **16 novembre**, que 5 listes ont déposé leur dossier de candidature aux sénatoriales pour le compte de la province de Toamasina. Il s'agit du parti AREMA, avec à sa tête Tsilanizara Paul, du HVM dirigé par Malo Benoît (actuel Chef de la Région Analanjirofo), du MTS avec Maso José Michel, du parti TIM avec Randriantsalama Jacky, et de la liste indépendante dirigée par Rakotobe Ramoraso Eméline. Les candidats de l'AREMA et du MTS ont jugé que le temps imparti pour la préparation des dossiers était trop court et que le Gouvernement aurait dû le prolonger d'une semaine.

RNA et **TVMT** rapportent que le président de la République, par le biais de la ministre de l'Eau a fait un don au profit de trois fokontany de la ville. Ils se sont vu octroyer un ordinateur de bureau et une imprimante ainsi que des tôles destinés aux travaux de réhabilitation des toitures de leurs locaux. Coté santé, **TVMT** apprend que le service de santé du district de Toamasina a atteint 95% de ses cibles dans le cadre de la campagne de distribution de vitamine A et de vermifuges, organisée à l'occasion de la Semaine de la santé mère-enfant. **FMA**, pour sa part, a couvert l'arrestation d'un ressortissant étranger par la douane de



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'aéroport d'Ambalamananasy, alors qu'il tentait d'embarquer 15 kg de langouste et de camarons à destination de La Réunion. Le passager a été autorisé à embarquer, tandis que les fruits de mer ont été confisqués.

Les échos des scrutins sénatorial et communal continuent d'alimenter l'actualité du **17 novembre**. Concernant les sénatoriales, **la FMA** informe que 3 autres listes se sont présentées au bureau de l'OVEC de Toamasina, tard dans la nuit du 16 novembre, pour déposer leurs dossiers. Il s'agit de deux listes indépendantes, à savoir le Firaisan-kina no Hery et le Fahaizana sy Fahendrena, ayant respectivement à leurs têtes Rasamoelison Kalomamy et Jaona. La dernière liste venue déposer son dossier en ces dernières heures est le MAPAR, dirigé par Marolahy Alexis. Pour ce qui est des communales partielles, les résultats provisoires ont été annoncés dans la salle de réunion de la Mairie. **RNA** et **FMA** ont repris les détails des résultats dans la commune urbaine de Fénériver-Est, où le taux de participation est le plus bas, avec 20,74 %. Le parti HVM mène en recueillant 65.54% des suffrages exprimés. Dans la Commune rurale d'Anivorano-Est, district de Brickaville, localité où le taux de participation a été le plus important avec 51,94%, l'association Mpirahalahy Mianala a raflé la mise, enregistrant un score de 43,54% des voix.

FMA, **RNA** ainsi que **TVMT** ont porté leur attention sur l'affaire des Îles Eparses. Ces médias se sont enquis des avis de différentes personnalités telles que Talata Michel, Chef de Région Atsinanana, intervenu sur la **FMA**, et le député Famindra Justin interviewé par **RNA** et **TVMT**. Les deux personnalités ont mis en exergue, l'importance de récupérer ces îles compte-tenu des richesses dont elles regorgent. Talata Michel a, cependant, signifié son ralliement à la démarche préconisée par le gouvernement, démarche qui se veut diplomatique et qui condamne fortement les descentes dans les rues. Pour Famindra Justin, les profits colossaux réalisés par les entreprises étrangères qui exploitent le sous-sol malgache, mettent en évidence la lourdeur des sacrifices des Malgaches qui, contrairement aux autres peuples comme les Vénézuéliens, ne peuvent pas profiter des richesses minières extraites du sous-sol.

MAHAJANGA

La mauvaise qualité des services offerts par l'hôpital d'Androva provoque la grogne de la population majungaise. Des cas de corruption ont été signalés par les auditeurs, qui sont intervenus dans l'émission matinale **Famohamandry** sur la **Radio M3TV**, le **11 novembre**. Les intervenants ont fortement critiqué les employés de cet hôpital qui ne priorisent plus la santé publique. Désormais, il faut avoir de l'argent pour pouvoir accéder aux soins, se plaignent-ils. Ainsi, ils ont exhorté l'intervention des autorités. Comme pour enfoncer le clou et attiser la tension, c'est sur un ton de partialité que le journaliste de la station a rapporté que les journalistes eux-mêmes ont rencontré des problèmes avec les employés dudit hôpital. En effet, ces derniers ont refusé de donner des informations aux journalistes qui ont voulu les interviewer sur le cas des rescapés du naufrage de la semaine dernière.

Le lendemain, **12 novembre**, les responsables du centre hospitalier ont tenu une conférence de presse. Ainsi, le directeur de l'hôpital, Odilon Tiandaza a affirmé avoir reçu le message de la population et a sollicité ses collaborateurs à tenir compte des irrégularités dénoncées par les usagers. **TVM**, **M3TV** et **VIVA TV** ont couvert le point de presse. La station **VIVA** s'est ensuite rangée du côté de la population et a déclaré que les responsables rejettent la faute sur le manque de personnel et de budget. En effet, le Directeur de l'hôpital a précisé que l'établissement n'a pas reçu de subvention depuis le mois de janvier. A

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





la fin de son intervention, il a démenti les propos selon lesquels il ne se soucie plus de l'hôpital, « *J'y ai passé ma jeunesse et j'y suis toujours* », a-t-il souligné.

Le passage du directeur général du ministère de l'Industrie à Mahajanga a été couvert par **TVM** et **M3TV**, le **13 novembre**. Sa principale mission consistait en la visite des locaux de la savonnerie de Mahajanga. Ce fut lors d'un point de presse, après sa visite, qu'il a déploré la mauvaise qualité des infrastructures de la savonnerie. Cette situation a des impacts négatifs, a-t-il précisé, car la qualité des produits ne fait pas le poids face à la concurrence. Le ministère de tutelle prévoit, ainsi, la redynamisation des industries, d'où cette visite.

Par ailleurs, **VIVA TV** avec **M3TV** ont parlé d'un incident survenu au Collège d'enseignement général Markoz. Les enseignants de ce collège et ceux du collège Charles Renel ont déposé une plainte auprès du Tribunal de première instance de Mahajanga, suite aux actes perturbateurs dont de jeunes adolescents sont à l'origine. Récemment, ces fauteurs de trouble ont même violenté un enseignant. **M3TV** en a fait un traitement approfondi, en donnant la parole à un des enseignants. Selon son témoignage, ce cas n'est pas isolé, mais les autorités locales ont toujours fait la sourde oreille. Ainsi, si ces dernières continuent à se murer dans leur silence, les enseignants menacent d'intensifier leur revendication.

Le **16 novembre**, à quelques heures du deadline pour le dépôt de candidature aux sénatoriales, aucune entité n'est encore venue présenter son dossier au bureau de l'OVEC, rapporte **M3TV**. L'un des responsables auprès de l'organe a souligné que les candidats attendront sûrement le dernier moment pour déposer leur dossier. Outre les informations se rapportant aux élections, la gendarmerie a également fait parler d'elle. Et pour cause, les habitants du district de Soalala ont haussé le ton dans une affaire impliquant un gendarme. Celui-ci a rué de coups, un jeune homme, qui d'après sa mère, se serait opposé au gendarme alors qu'il faisait des avances à sa fiancée. Le jeune homme, grièvement blessé à la tête, se trouve actuellement à l'hôpital Pezaga. La gendarmerie du district de Marovoay a également fait l'objet de plaintes de la population, informe **VIVA TV**. En effet, le Chef de Brigade de la gendarmerie de cette zone a confirmé que des éléments de sa brigade rackettent les marchands de zébus. Il a tenu, toutefois, à rassurer la population en annonçant l'ouverture d'une enquête pour bientôt, afin de démasquer les responsables.

VIVA TV et **M3TV** rapportent, le **17 novembre**, que 4 partis politiques ont déposé leur dossier de candidature aux sénatoriales auprès de l'OVEC. Il s'agit du MAPAR, du HVM, du TIM et de l'AREMA ainsi que deux associations, Maharamba et Manaranara Fanilo. Le représentant de la CENI Mahajanga, Josoa Alfred, a expliqué que les postulants disposent de 72h pour régulariser leur dossier, en désignant leur tête de liste. Le traitement des dossiers ne sera pas assuré par l'OVEC de Mahajanga, mais par la branche à Antananarivo qui opérera à la sélection. Quoiqu'il en soit, le processus est en bonne voie, même si des questions subsistent pour certaines communes de la région Boeny qui n'ont, pour le moment, ni maire ni conseillers municipaux, et partant n'ont pas de grands électeurs. **M3TV** expose, en ce sens, les doutes qui planent dans l'esprit de la population de la région face aux procédures qui s'appliqueront à leurs circonscriptions dans le cadre de ces élections sénatoriales. En tout cas, la CENI a rassuré que les dispositions qui s'imposent ont été prises.

Par ailleurs, il a été entendu sur la même chaîne, à l'occasion de l'émission **Famohamandry**, que des ossements humains ont été découverts sur un chantier de construction d'infrastructures sanitaires dans le quartier de Fiofio. Des mesures ont immédiatement été prises par le chef dudit quartier, afin d'enterrer les ossements comme il se devait. **VIVA**, pour sa part, a repris les informations relatives aux revendications

Leader du Consortium: Membres du Consortium:





des membres de l'association des natifs de Soalala, qui pointent du doigt les abus perpétrés par le gendarme sur le jeune homme admis à l'hôpital Pezaga. Face à toute cette tension, le CIRGN Boeny a tenu une conférence de presse, pour reconforter la population, comme quoi des enquêtes seront menées pour que justice soit rendue. En somme, le professionnel des médias a fait un traitement à la fois rassurant et impartial en recueillant l'avis des deux parties.

DIEGO

La **Télévision VARATRAZA** a rapporté le déroulement de la réunion du maire avec les membres du Conseil communal, qui a eu lieu de **11 novembre**. L'adoption de l'organigramme et du règlement intérieur de la commune ont figuré à l'ordre du jour. Selon les détails fournis par le président du Conseil, la session a pris plus de temps que prévue, étant donné les divergences d'idée sur la gestion de la commune. Par ailleurs, le dossier sur le recrutement de nouveaux employés de la commune a été classé sous-réserve.

Le Préfet d'Antsiranana, le Chef de la Région Diana et son directeur de cabinet ont effectué une descente dans des carrières. Et pour cause, des rumeurs selon lesquelles les autorités mettaient la pression sur les petits exploitants miniers ont circulé ces derniers jours. Cette délégation a tenté de résoudre le conflit entre les autorités locales et les exploitants. L'accès à l'eau potable, la formalisation des activités des miniers et l'application du « dina » ou pacte communautaire ont été également abordés. D'après les informations livrées par **TV VARATRAZA**, le **13 novembre**, la délégation était d'abord à Antsirabe dans le district d'Ambanja qui abrite une carrière de saphir. Mais arrivée sur les lieux, elle a constaté que, par craintes d'éventuelles sanctions, les exploitants se sont enfuis. Les responsables locaux ont alors lancé un appel à l'endroit des exploitants à revenir sur le site « pour dialoguer », ont-ils assuré. Ensuite, la même délégation s'est rendue à la carrière d'exploitation d'or de Betsiaka, dans le district d'Ambilobe.

TV VARATRAZA a également fait la couverture de la nomination officielle de trois nouveaux huissiers de justice de la région Diana. Deux d'entre eux exerceront à Diégo, tandis que le troisième a été affecté à Ambanja. Le président du Tribunal de première instance a profité de la cérémonie pour apporter des précisions sur les prérogatives d'un huissier de justice, en mettant l'accent sur les limites de leur fonction ; faisant allusion aux abus perpétrés par certains huissiers.

Une partie du personnel de la commune de Diégo bénéficie, depuis le **16 novembre**, d'une formation en gestion de budget, dispensée par la Commune, en collaboration avec GIZ, informe **TV VARATRAZA**. Le Préfet d'Antsiranana a souligné, à cette date, l'importance de la sécurité pour garantir un réel développement : « *pour assurer la sécurité, rien de mieux que de faire appel aux autorités compétentes. Que la population se charge elle-même de punir tel ou tel délinquant ne constitue pas une solution, au contraire !* », a-t-il déclaré.

TV VARATRAZA est revenue sur l'atelier organisé par le projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité ou INCIPALS, le 13 novembre dernier au Palais de la région. Cette rencontre ayant vu la présence des autorités locales, de la société civile et des médias consistait à échanger sur les résultats des travaux de l'Unité de monitoring médias et à recueillir les recommandations des participants, en vue de l'amélioration des futurs produits de l'Unité ; et surtout pour permettre au projet d'atteindre son objectif de promouvoir la paix et la stabilité dans le pays.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Les échos de la dernière journée de dépôt de candidature aux sénatoriales ont été moindres dans l'actualité locale du **17 novembre**. **TV VARATRAZA** rapporte que les partis HVM et Za Mba Tompony sont venus déposer leur candidature la veille. La station s'est, par ailleurs, intéressée à la visite effectuée par la direction générale de Bank Of Africa dans la région Diana. Le président du conseil d'administration a tenu une conférence au Grand Hôtel afin de faire part de ses priorités et d'entretenir des échanges avec les clients de la banque.

Sur un autre sujet, **TV VARATRAZA** a fait savoir que le comptage des bois précieux saisis et déposés au Régiment militaire n° 7 ou RM7 ont débuté ce jour et dureront 5 jours, conformément aux décisions prises au cours de la réunion de la veille. Il s'agit de revérifier les résultats des calculs effectués auparavant et ce, sous la surveillance des autorités compétentes et des représentants de la société civile.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

